

DEMOCRATIE

Communément perçue comme naturelle et éternelle, la démocratie existe d'autant moins qu'elle doit sans cesse être arrachée, au prix d'une lutte chaque fois spécifique et jamais achevée, aux rapports de force qui régissent tout univers social. Pourtant, surtout depuis la chute de l'empire soviétique, elle est passée du statut de moins mauvais des systèmes politiques à une doctrine de salut indépassable. Cela tient moins à ses conquêtes récentes qu'au fait que les pays occidentaux en ont fait l'enjeu et l'instrument de leur socle doctrinal, le libre-échange. En obtenant le monopole du discours vrai sur la liberté, dans la foulée de la « Libération », la doctrine libérale s'offrit aussi la démocratie. S'ensuivit l'amalgame du millénaire : démocratiser, c'est libéraliser, et vice-versa. Tout ce qui entrave ainsi le libre-échange est par définition « discriminatoire » et attentatoire à la « démocratie ». Le crime absolu de lèse-démocratie n'est plus ni éthique, ni même politique, mais économique : il consiste à « fausser la concurrence ». Ce raisonnement est désormais explicitement tenu par la « communauté internationale » (« pays des droits de l'homme » inclus) pour renforcer les relations économiques avec le régime chinois, notamment.

Exécutée à coups de « libres » échanges au sein de la « diplomatie commerciale multilatérale » (c'est ainsi que l'OMC et l'OCDE se désignent elles-mêmes), la démocratisation à marche forcée de la planète n'a jamais été soumise au moindre corps électoral. Mieux, sa rhétorique malléable à souhait a su la faire passer pour le garant de la démocratie. Comme Orwell le démontra l'année même de la signature du GATT, la base de toute pensée unique, c'est-à-dire totalitaire, est l'amnésie collective obtenue par la sophistication de la langue du pouvoir. Sophistication qui fait de la langue libéralisée l'arme libéralisante par excellence.

La démocratie, embrigadée par pareille idéologie totalisante méconnue comme telle, se vida ainsi de sa dimension proprement politique de participation au pouvoir, y compris en période électorale. A mesure qu'elle se privait de l'adhésion du *demos*, elle eut, de manière toujours plus patente, à créer une *opinion* à son image, en recourant et donc en se soumettant au prêt-à-penser libéral de la médiocratie, dont les piliers dépolitisants sont l'audiovisuel et les sondages. Toujours plus, car « les très importants avantages découlant, pour l'ensemble de l'économie, de la libéralisation des échanges et de l'investissement dans le domaine des services ne semblent pas suffisamment médiatisés, ce qui renforce les réserves suscitées par la libéralisation [...] en général, et par la participation au système commercial multilatéral grâce

Dirkx (Paul), «*Démocratie*», Pascal Durand (s.l.d.d.), *Les nouveaux Mots du pouvoir. Abécédaire critique*, Bruxelles, Aden, 2007, p. 129-131.

à l'adhésion à l'OMC en particulier ». Cette phrase issue d'une « étude » récente de l'OCDE n'est qu'un aveu parmi un nombre croissant d'autres du fait que la démocratie libérale œuvre, en effet, « pour l'ensemble de l'économie » (*i.e.* pour une fraction déterminée) et, très accessoirement, pour la « société civile ». Bref, le mot « démocratie » constitue de nos jours un contresens par rapport à son étymologie et à la naïveté confondante des manuels de droit constitutionnel, dans la mesure où ses monopolisateurs libéraux (néo, ultra, etc.) voient dans l'infrastructure économique le fondement du bonheur du *dèmos*, faisant ainsi du marxisme sans le savoir, ou plus exactement, compte tenu de la violence de leur conception de la liberté, une sorte de soviétisme sans le savoir.

Aussi le plus récent développement de la démocratie panlibérale est-il la multiplication d'instances de répression internationales. Par exemple, si chaque pays est « libre » de « choisir » d'adhérer à l'OMC, c'est à condition d'abandonner, entre beaucoup d'autres choses, toute forme de « quota ». Les contrevenants seront punis – pécuniairement, s'entend – par l'Organe de règlement des différends, tribunal et « clef de voûte de l'OMC » composé d'économistes et de commerciaux. On observe ainsi le déploiement étonnamment rapide d'un super-Etat pénal. Car la démocratie mondiale sera libérale ou ne sera pas, et le libéralisme aura le monopole de la pensée démocratique-vertueuse. Au risque de devoir exclure provisoirement certains pays incapables de se « réformer » et se « moderniser ». Les fameuses « démocraties » grecques ostracisaient une majorité de la population pour des raisons sociales. La démocratie mondialisée fait mieux : elle exclut des populations entières ou, plus exactement, d'un point de vue politique, la population mondiale pour des motifs idéologiques. Pour toutes ces raisons, il est indispensable que ce verrou central de l'orthodoxie libre-échangiste demeure ce qu'il est : le seul véritable tabou de nos « démocraties ».

J. Saramago, « Que reste-t-il de la démocratie ? », *Le Monde Diplomatique* août 2004 ; L. Canfora, *La Démocratie. Histoire d'une idéologie*, Paris, Seuil, 2006.